

PAUVRETE, GENRE ET INEGALITES DE DROIT AU MAROC

POVERTY, GENDER AND LEGAL INEQUALITIES IN MOROCCO

Rym CHERKAoui

cherkarym@gmail.com

Pr. Latifa EL MAHDATI

latifaelmahdati@yahoo.fr

FSJEC - Agdal

Université Mohamed V - Rabat-
Maroc

Résumé

La pauvreté se traduit essentiellement en un état de manque, un manque de ressources financières mettant la personne dans une situation de besoins qui ne peuvent se satisfaire soit partiellement, soit totalement.

Naturellement, la meilleure façon de se protéger contre la pauvreté est de s'insérer dans le marché de travail, et de s'assurer un revenu stable et durable. Il s'agit de la sécurité salariale à laquelle aspirent beaucoup de personnes.

Par ailleurs, l'accès à l'emploi exigent des qualifications et des compétences professionnelles sans lesquels on ne peut prétendre qu'au secteur informel, défini comme risqué et précaire. Et par conséquent, l'accès à l'éducation se présente à la fois comme un facteur et une solution au problème de la pauvreté.

L'accès à l'emploi et l'accès à la formation qualifiante sont des droits humains qui appartiennent à tous sauf que la jouissance de ces acquis juridiques varie selon le contexte, selon les origines, selon l'Etat de santé et selon bien évidemment le sexe.

La corrélation entre la pauvreté et le sexe est non seulement facilement établie, mieux encore, elle est facilement prouvée. Les femmes seraient plus concernées par la pauvreté plus que les hommes, plus présentes sur le secteur informel que les hommes, et plus analphabètes que les hommes.

La jouissance limitée des droits entraîne des faits appauvrissants les femmes, plus encore, toute politique aveugle au genre contribue au creusement de la pauvreté.

Vu sous cet angle, la pauvreté ne peut se traduire uniquement par un manque de ressources matérielles mais aussi par un manque de droit, ou par une ignorance des effets que l'application de certaines lois peut engendrer sur la situation économique des femmes.

Mots clés : Pauvreté – Égalité des genres- Droits humains- Discrimination- Marché de travail

Abstract :

Poverty is essentially translated into a state of lack, a lack of financial resources putting the person in a situation of need that cannot be satisfied partially or entirely. Naturally, the best way to protect people against poverty is to enter the job market and to ensure a stable and sustainable income. This is the wage security to which many people aspire. Moreover, access to employment requires professional qualifications and skills without which we can only enter the informal sector, defined as risky and precarious. Consequently, access to education is considered both a factor and a solution to the problem of poverty. The limited access to these legal acquis leads to depleting facts for women, moreover, any non-sexist policy contributes to increasing poverty.

Keywords : Poverty - Gender Equality - Human Rights - Discrimination - Labor Market

Introduction :

La pauvreté, en tant que notion, n'a presque pas reçu aucune définition juridique¹, et par conséquent, la considération de la pauvreté comme une situation ou un fait juridique est presque néant. Il reflète par contre une situation économique et un état social. Cependant, la pauvreté entraîne une limitation des droits dont jouissent tous les citoyens, ou plus précisément, tous les êtres humains sont censés être traités sur le même pied d'égalité.

¹ Koubi Geneviève, « La pauvreté, comme violation des droits humains », Revue internationale des sciences sociales, 2004/2 (n° 180), p. 361-371. DOI : 10.3917/riss.180.0361. URL : <https://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-sociales-2004-2-page-361.htm>

L'article 25 de la déclaration universelle des droits de l'homme² adoptée en 1948, traite indirectement de la pauvreté, il y est clairement stipulé :

« 1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciale. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale. »

Même si la déclaration universelle des droits humains omet d'évoquer la notion de la pauvreté, en tant que telle, elle renvoie à la question de vulnérabilité, qui est à son tour intrinsèquement liée à la pauvreté.

Mieux encore, de cet article, on peut déduire que la pauvreté peut résulter d'un fait juridique et social n'ouvrant pas droit à une couverture sociale et médicale.

Les éléments composant l'article 25 de ladite déclaration ont majoritairement été repris par la constitution marocaine de 2011 qui reconnaît le principe de l'égalité de tous les citoyens marocains conformément à l'article 19 de la constitution marocaine.

L'égalité étant le principe, le droit marocain comporte de multiples situations où le traitement préférentiel peut générer non seulement une inégalité de droit ou de fait, mais contribuer dans certains cas au creusement de la vulnérabilité et de la pauvreté dans certaines situations. Parallèlement, la lutte contre l'exclusion sociale et contre la discrimination dont souffrent les personnes en situation de pauvreté implique l'intervention de la loi pour pouvoir y remédier. Dans le même sens, l'approche des capacités³ développée par Amartya Sen, affirme la dimension juridique de la pauvreté. La pauvreté ne peut s'évaluer que monétairement, mais obligatoirement, s'évalue par les capacités ou les capacités que détiennent les personnes ou les citoyens pour mieux affronter la pauvreté. Ces capacités ou capacités se traduisent

² La Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée le 10 Décembre 1948 à Paris au Palais de Chaillot (résolution 217 A (III))

³ Éric MONNET, « La théorie des « capacités » d'Amartya Sen face au problème du relativisme », Tracés. Revue de Sciences humaines [En ligne], 12 | 2007, mis en ligne le 18 avril 2008, consulté le 11 septembre 2018.

essentiellement par tous les droits et les libertés dont jouissent les individus à égalité, et qui leur donnent cette capacité d'action pour améliorer leur situation afin d'atteindre le bien être. Le manque ne peut se mesurer à une quantification du revenu, mais s'étend à une étude des perspectives d'avenir et d'évolution chez les individus⁴.

Aussi, Les mesures entreprises par les pouvoirs publics pour éradiquer l'extrême pauvreté comportent une dimension juridique. C'est autour du droit à la vie décente que toutes les mobilisations à l'encontre de la pauvreté se fondent et se légitiment. Et c'est en vue d'une consécration des principes universels des droits humains que les libertés individuelles, l'égalité des individus et le principe de la légalité sont octroyés par le droit positif.

En conséquence, la pauvreté se présente tout d'abord, comme une violation des droits humains. Ensuite, la pauvreté subdivise les personnes considérées comme étant des pauvres en plusieurs catégories juridiques et sociales. La catégorisation ou la subdivision juridique fondera par la suite l'octroi des assistances et des aides institutionnalisées fournies par les pouvoirs publics, les exonérations et les réductions de certains impôts à titre d'exemple. Les allocations familiales dépendront aussi du statut matrimonial, qui se présente comme une situation juridique, et varieront selon chacune des situations : les allocations familiales sont accordées aux enfants légitimes dont les parents sont des fonctionnaires ou des salariés. Quelles soient institutionnelles ou charitables, nombreuses sont les dispositions que les Etats adoptent pour pallier les besoins des citoyens, les conditions d'en bénéficier, par contre, les soumettent dans la majorité des cas à un traitement différentiel justifié par une ou plusieurs origines de discrimination : le cas des allocations familiales précité, et qui restent liée à l'activité professionnelle de l'un des parents, et de la légitimité des parents en reste l'exemple ultime.

Sachant que les dispositions en question profitent surtout aux actifs occupés travaillant dans des organisations structurées, et qui sont plus préservés de la pauvreté.

Cependant, Les politiques de l'emploi constituent une forme d'actions, parmi plusieurs d'autres, dont les objectifs visent à réduire la pauvreté. Les demandeurs d'emploi sont identifiés comme des personnes à besoin. Un besoin de s'investir dans le marché de travail

⁴ Tovar Élisabeth, « Mesurer la pauvreté : l'apport de l'approche par les capacités. L'exemple de l'aire urbaine parisienne en 2010 », *Informations sociales*, 2014/2 (n° 182), p. 40-48. URL : <https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2014-2.htm-page-40.htm>

est aussi un besoin de se prémunir contre les aléas, et de se protéger par la sécurité sociale via le salariat.

Les personnes dont les besoins génèrent une situation de pauvreté et de vulnérabilité forment une couche sociale composée des personnes appelées « personnes défavorisées ». Les catégories défavorisées se répartissent à leur tour, et graduellement, en des catégories dont les besoins sont estimés vitaux jusqu'aux celles étant en extrême pauvreté.

Le besoin devient non seulement un identifiant de la pauvreté, mais s'étend à une unité de mesure variable selon les stades de la pauvreté et l'ampleur des manques en ressources.

La pauvreté, en tant qu'indice d'exclusion sociale, peut se présenter aussi comme une conséquence de discrimination et de marginalisation. Cette idée se confirme par les taux de pauvreté enregistrés chez les femmes, et chez les enfants de moins de quinze ans. Ce constat est une meilleure illustration des retombées négatives de la catégorisation sociale dans le creusement de la pauvreté.

L'objectif de ce travail est de relier entre des composantes intrinsèquement liées, et qui sont Genre, Droit et pauvreté. L'ineffectivité qui touche une bonne partie des textes des lois, plus particulièrement ceux en rapport avec l'égalité des sexes creusent les disparités de genre et amplifient les situations de pauvreté dont souffrent les femmes, les enfants plus particulièrement.

I- Genre et indicateurs de pauvreté

Comme précisé dans l'introduction, la pauvreté ne peut s'appréhender uniquement comme un manque de ressources, mais aussi comme un manque de droits, et mieux encore, un blocage des droits octroyés.

Le code de travail de 2003, consacre de manière claire et sans équivoque l'égal accès des hommes et des femmes à l'emploi et prohibe toutes formes de discrimination. Renforcée par la constitution marocaine de 2011, l'égalité des sexes est consacrée par la loi suprême du pays. Plus encore, la même constitution consacre la suprématie des traités internationaux dûment signés et ratifiés par l'Etat marocain sur les lois internes conformément au dernier alinéa du préambule. En se fiant à cette disposition d'ordre constitutionnel, les deux pactes jumeaux de 1966 que le Maroc a signé et ratifié en 1979 produisent le plein effet sur le territoire marocain.

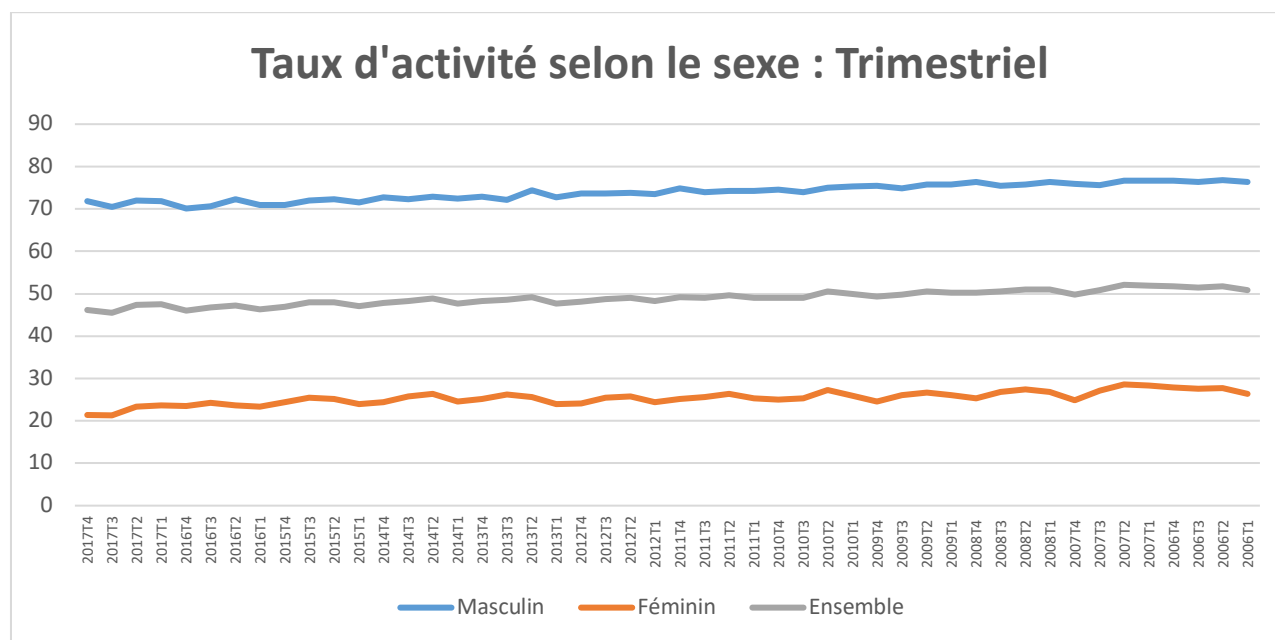
La CEDEF (La convention contre l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979), ratifiée aussi par le Maroc en 1993, est normalement applicable au Maroc depuis 2011 selon la Constitution, une date qui coïncide aussi avec la levée des réserves précédemment émises sur quelques dispositions de la CEDEF lors de la ratification.

En considération de tous ces dispositifs, les femmes marocaines jouissent à égalité des mêmes droits que les hommes. Un ensemble d'acquis et de droits destinés s'ajoutent pour la consolidation et la protection des femmes, mais ne semblent pas prémunir les femmes contre la pauvreté⁵.

A- Des chiffres clés sur l'emploi des femmes au Maroc.

En effet, le taux d'activité des femmes se trouve en constante baisse, faisant référence à un retrait continu des femmes du marché de travail alors qu'elles sont censées s'y investir davantage vu les mesures législatives qui ont été adoptées en leur faveur.

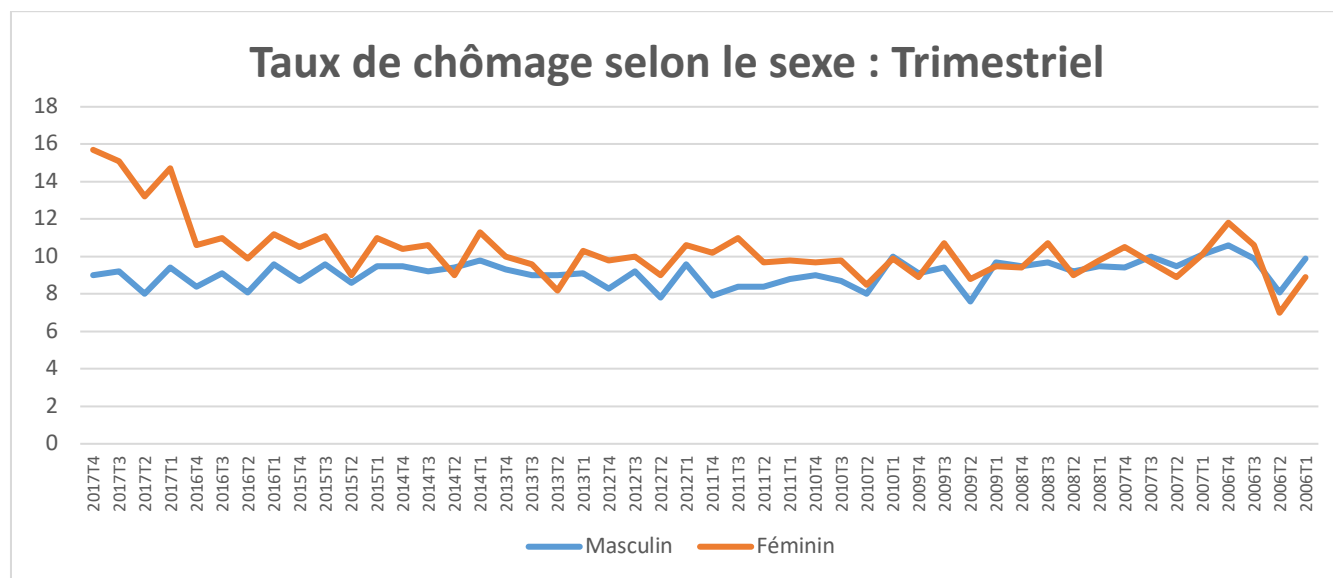
Le tableau ci –dessous montre clairement l'évolution que connaît le taux d'activité des femmes marocaines



Source : Enquête nationale sur l'emploi, Haut-Commissariat au Plan.

⁵ L'Enquête Nationale sur la Consommation et les Dépenses des ménages 2013/2014, HCP

Les mesures juridiques en faveur de la promotion du travail des féminin et d'une participation accrue dans le marché de travail se confrontent à une constante baisse du taux d'activité féminin et une augmentation du taux de chômage.



Source : Enquête nationale sur l'emploi, Haut Commissariat au Plan.

Le Graphique ci-dessus montre à son tour les disparités de genre en matière de chômage, les femmes, étant concernées par l'inactivité plus que leurs homologues hommes, souffrent également des taux de chômage plus élevés que ceux des hommes.

Si au début des années 2006, les femmes enregistraient des taux de chômage inférieurs à ceux des hommes, ces dernières années ont par conséquent connu une montée de chômage au rang des femmes.

L'entrée en vigueur du code de travail en 2003, ne semble apporter des effets positifs sur la promotion de l'insertion des femmes au marché de travail.

Parmi la population des femmes frappées par l'inactivité, par le chômage ou même par le chômage de longue durée, on retrouve celles qui sont dans une situation précaire, et qui s'exposent sur le long terme à la pauvreté.

La Banque mondiale, dans son dernier rapport sur la pauvreté⁶ au Maroc précise que les ménages dirigés par les femmes souffrent de plus en plus de la pauvreté avec une augmentation entre 2007 et 2014 de près de deux points de pourcentage passant de 10,8% à 12,5%, une augmentation qui se manifeste essentiellement en milieu urbain.

⁶ La Pauvreté au Maroc : Défis et opportunités, La Banque Mondiale, Avril 2018.

Parallèlement, les emplois occupés par les cheffes des ménages restent caractérisés par la précarité, et ce malgré que la population pauvre est plus active que celle non pauvre.

L'inactivité et le chômage frappent les femmes diplômées plus que celles n'ayant pas de diplômes.

B. l'ampleur de l'ineffectivité de l'égal accès à l'emploi sur le niveau de vie des femmes marocaines.

A ce stade, La qualité de l'emploi joue un rôle très important dans la stabilité et la sécurité financière des ménages. Par conséquent, la précarité des emplois renvoie systématiquement à un non-respect de la législation de travail qui maintient davantage la classe pauvre dans la vulnérabilité, à l'abri de toute sécurité.

De ce rapport, il en ressort également des forts liens de corrélation entre l'analphabétisme, l'accès à la scolarisation et la pauvreté des ménages.

L'accès à l'éducation, un droit constitutionnel représente un besoin vital appartenant à tous les enfants en âge de scolarisation, qui reste limité par contre dans les ménages pauvres à en devenir une caractéristique.

Une limitation du droit à la scolarisation générée par les difficultés d'accès à l'emploi, interpelle l'ineffectivité de la disposition, qui dans la chaîne de logique accroît le risque de la vulnérabilité et à défaut d'application peut creuser ou du moins maintenir une situation de pauvreté.

Partant toujours de l'idée que c'est la scolarisation qui procure l'ascension sociale, les chiffres et les constats annoncés par la Banque Mondiale⁷ ne favorisent plus la femme. Le non accès des enfants vivant dans les ménages pauvres à la préscolarisation provoque des inégalités de chance et réduit en effet les chances des enfants issus des ménages pauvres en matière de succès scolaire.

L'accès au préscolaire accroît en effet les possibilités chez l'enfant de développer une trajectoire scolaire réussie et un rendement scolaire meilleur.

Le préscolaire, n'étant pas encore généralisé dans le système scolaire marocain public, crée des disparités au niveau de l'égal accès à l'éducation, et semble perpétuer les inégalités sociales. Désormais, il n'est plus question de reconnaître une égalité dénudée dans l'accès à l'éducation, mais plutôt d'assurer les mêmes chances à tous à l'ascension sociale.

⁷ Ibid

Le milieu de résidence, le sexe de l'enfant, accompagnés du niveau de conscience des parents s'associent à la préscolarisation pour déterminer au préalable le devenir social d'un enfant encore en maternelle.

Le milieu de résidence, quant à lui, représente aussi un indicateur majeur des inégalités sociales, et jauge aussi le niveau de vie des ménages.

Là encore, le rôle de la loi n'est pas entièrement néant, quand une loi répressive à titre d'exemple s'applique, il va concerner toute la population peu importe son lieu de résidence, son niveau de vie ou son niveau d'instruction. La loi doit être la même pour tous soit qu'elle punisse, soit qu'elle protège⁸.

Si tous les marocains sont égaux, et au nom de la plénitude des droits, l'Etat devrait assurer les mêmes conditions d'accès à l'éducation, au marché de travail, et aux soins à tous les citoyens et toujours sur le même pied d'égalité.

Cependant, les écarts et les disparités⁹ relevés entre les milieux urbain et rural, et ce pour tous les indices de développement humain remettent en cause les dispositions de l'article 19 de la constitution interpellant ainsi les principes à valeur constitutionnelle d'égalité et de parité.

Le législateur, lors de l'élaboration de la constitution de 2011, était bien conscient de la réalité socio-économique du pays, et pour cela, il n'a pas décliné de préciser que l'état œuvre pour la parité.

La mise en œuvre de la parité, en tant qu'action implique la mise en œuvre de politiques publiques ayant pour cible la réduction des inégalités de genre, et des inégalités sociales de manière plus globale.

Dans les situations d'extrême pauvreté, l'égalité en tant que droit, perd son sens quand les droits les plus élémentaires ne semblent pas acquis, il s'agit avant tout de vivre dignement. Comment peut-on exercer ses droits politiques et ses libertés individuelles quand on ne sait ni lire ni écrire ? Comment peut-on contracter une relation de travail alors qu'on ne peut identifier les abus ?

⁸ Déclaration du 26 août 1789 des droits de l'homme et du citoyen.

⁹ Haut-Commissariat au Plan et la Banque mondiale Novembre 2017

De ce point de vue, l'exclusion sociale et la pauvreté constituent une violation de la dignité humaine, une désactivation des droits acquis qui reste dépendants d'un niveau social bien déterminé.

Si les droits demeurent, en pratique, bloqués par la pauvreté ? Dans ce cas, que fait le droit ou la loi pour se protéger contre la pauvreté qui les rend ineffectifs

II- Combattre la pauvreté par l'égal accès aux droits.

De ce qui précède, nul est besoin de rappeler l'impact de la pauvreté sur la jouissance des droits reconnus universellement et appartenant à tous.

Et comme l'a mentionné Nelson Mandela¹⁰ dans l'un de ses discours : *« il faut arrêter de penser que la pauvreté est naturelle, ce sont les hommes qui la créent et ce sont eux qui vont la vaincre »*.

A- Les politiques publiques de lutte contre la pauvreté axée sur une approche droit :

Les stratégies de lutte contre la pauvreté devront se concentrer sur le droit des personnes dépourvu de tout intérêt autre que la promotion des droits fondamentaux. La protection du droit à la vie décente et à la dignité sont des actes de justice et non des actes de charité.

Les aides et les assistances fournies par le travail associatif reste insuffisant et ne peuvent réduire la pauvreté comme il est souhaité.

Bien au contraire, ce n'est que par des garanties sûres que la réduction de la pauvreté pourrait se réaliser. L'accès à l'emploi décent et à la protection demeurent les principales clés de l'aboutissement des politiques de lutte contre la pauvreté.

L'emploi ouvre droit à plusieurs prestations sociales censées prémunir les travailleurs salariés contre la vulnérabilité et les aléas de la vie. C'est à travers le droit à la retraite, les allocations familiales, la couverture médicale et sociale que les travailleurs salariés se protègent contre les imprévus tels que la maladie, le veuvage et l'invalidité.

Toutefois, et comme déjà dit, les prestations sociales restent liées à l'exercice d'une activité salariale, durable et stable, et à défaut, on ne peut prétendre à en profiter.

¹⁰ Nelson Mandela, *Discours d'investiture* - 10 Mai 1994

Les inactifs, dont les femmes constituent une forte proportion, se voient écartés et ne peuvent bénéficier des prestations sociales que via des mécanismes boiteux tel que le RAMED.

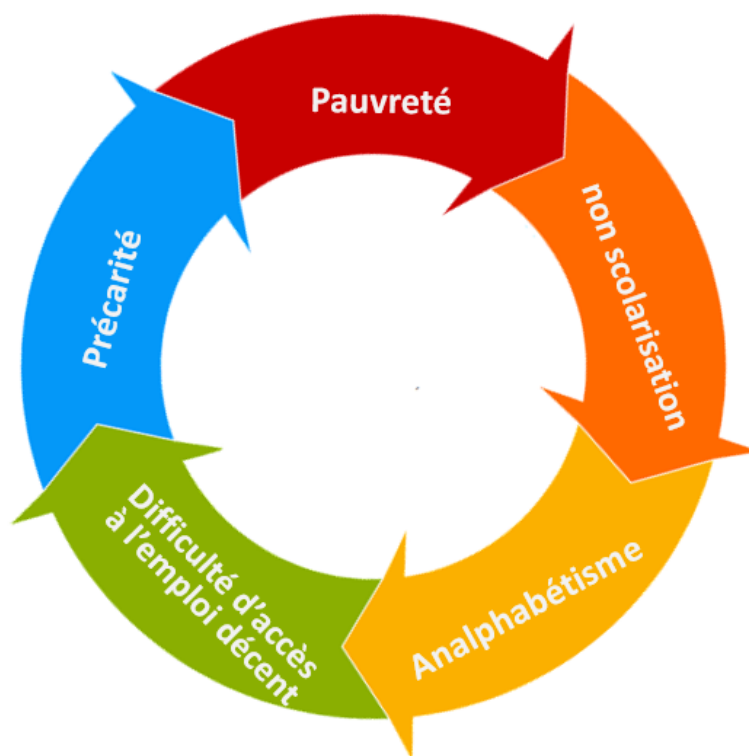
A titre indicatif, le RAMED ¹¹est un régime de couverture médicale de base créé en 2002, il est fondé sur les principes d'assistance sociale et de solidarité nationale au profit des démunis. L'appellation, en elle-même, constitue une altération aux principes d'égalité et de parité. Procéder à une catégorisation de la population crée déjà une entorse sociale et élimine toute idée d'égalité, l'approche de droit disparaît pour céder la place à un esprit charitable d'aide et d'assistance et non de justice sociale.

B- Quelques actions à entreprendre pour freiner les disparités et les inégalités de genre en matière de lutte contre la pauvreté.

Compte tenu des enjeux des réformes intervenues dans la législation marocaine, et des mutations sociales qui s'en suivent que soit au niveau du système normatif, ou sur les attitudes comportementales, nombreuses sont les résistances qui se formulent à l'encontre des réformes juridiques universelles au nom du conservatisme et de la préservation des identités spécifiques.

Les mouvements des résistances entravent cependant l'avancement de la marche vers l'égalité afin de bannir toute forme de discrimination, et contribuer indirectement à une meilleure réduction de la pauvreté dans une chaîne de cause à effet qui s'enclenche systématiquement.

¹¹ Dahir n° 1-02-296 du 25 rejev 1423 (3 octobre 2002) portant promulgation de la loi n° 65-00 portant code de la couverture médicale de base.



Dans ce sens, les inégalités de droit, associées aux inégalités de chances et d'opportunités constituent les principaux freins qui entraveront la réduction de la pauvreté. Elles sont les principaux chantiers d'intervention définis à l'échelle internationale. Cette conclusion est reprise dans le rapport sur les inégalités sociales publié par le Ministère de l'Economie et des Finances marocain. Il n'a pas omis de mettre l'accent sur les champs leviers pour « Juguler l'accroissement des inégalités ». Parmi les mesures de politiques publiques figurent¹² :

- L'amélioration de l'accès aux services sociaux de base ;
- Développement des mécanismes de redistribution appropriés ;
- Diminution des écarts en matières des salaires et promotion de l'emploi décent ;
- La réduction des disparités territoriales ;
- Et enfin, La promotion d'une participation accrue des femmes dans le marché de travail.

Le même rapport renvoie à l'obligation d'une meilleure insertion des femmes dans le marché de travail comme étant un levier important de développement humain. Ce constat s'avère consolidé par l'OCDE qui promut l'emploi des femmes comme un équilibre stabilisant les ménages.

¹² La question des inégalités sociales : Clés de compréhension, enjeux et réponses de politiques publiques, DEPF, Ministère de l'Economie et des Finances, Octobre 2018.

Le Maroc a entrepris une série de politiques publiques afin de combattre les inégalités sociales et celles de genre via un ensemble de programmes dont figure le RAMED. On peut dénombrer plusieurs d'autres qui ne manquent d'importance par rapports aux celles précédemment cités.

Parmi les politiques publiques, la réforme du code pénal en 2011¹³ constitue une avancée notoire en matière des droits humains. Désormais, le code pénal incrimine la discrimination et lui consacre toute une section, une section ajoutée par l'article six de la loi n° 24-03 modifiant et complétant le code pénal.

Ces réformes interviennent principalement dans le cadre de l'harmonisation des dispositions du code pénal aux autres textes et dispositions des lois récemment adoptées créant ainsi des normes juridiques nouvelles et universelles.

L'incrimination de la discrimination, dont le sexe constitue une origine, par le code pénal vient renforcer plusieurs autres dispositifs juridiques marocains, notamment le code de travail et le code de la famille marocains. L'aspect contraignant du code pénal met l'accent sur la gravité de la discrimination et de l'exclusion sociale. Leur inclusion dans le code pénal vient justement affirmer le creusement des inégalités sociales de façon générale et des inégalités de genre plus particulièrement.

En effet, L'article 431 en son deuxième alinéa précise que la discrimination « est punie de l'emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de mille deux cent à cinquante mille dirhams, lorsqu'elle consiste :

- **à refuser la fourniture d'un bien ou d'un service ;**
- **à entraver l'exercice normal d'une activité économique quelconque ;**
- **à refuser d'embaucher, à sanctionner ou à licencier une personne ; ».**

L'intérêt de l'incrimination de la discrimination revêt une importance capitale, qui est censée produire des impacts positifs sur l'égalité des genres d'un côté et sur la réduction de la pauvreté d'un autre.

Toute exclusion ou écartement fondé sur la discrimination, qui prive quiconque de son droit, ou du moins réduit ses chances d'exercer une activité économique commet une infraction et s'expose à une peine d'emprisonnement qui peut atteindre les deux ans.

¹³ Code Pénal, Version consolidée en date du 15 septembre 2011, Ministère de la justice et des libertés.

Par ailleurs, l'incrimination des traitements différentiels constituant une discrimination, s'affronte à un état de pauvreté bien creusé. Les effets de l'ensemble des politiques publiques entreprises en matière d'égalité et de lutte contre la pauvreté ne pourront se faire sentir sur le court terme.

Conclusion :

En Guise de conclusion, les politiques publiques de genre, quelles soit de nature juridiques ou sociales, se doivent à portée universelle. Œuvrer pour l'égalité des sexes, c'est tout d'abord penser à améliorer l'accès à l'éducation, ensuite, favoriser un meilleur accès à la formation et au marché de travail.

Parmi les effets de ces actions figurera également la réduction des écarts et des disparités sexistes et spatiales. La corrélation entre l'égalité des sexes et l'accès aux droits économiques via le droit à l'éducation, le droit au travail, et le droit à la vie décente s'établit de façon claire. Il en ressort que les répercussions de l'activation de l'ensemble de ces droits reconnus universellement et consacrés constitutionnellement par la législation marocaine, contribueront nettement à la réduction de la pauvreté au Maroc.

Parallèlement, on conclut également par la mise en avant du rôle capital que joue la loi dans la lutte contre la pauvreté, bien qu'au départ, il a été mentionné que le droit ne reconnaît pas la pauvreté comme une notion intégrée dans le jargon juridique. Elle y figure indirectement et se traite à travers plusieurs de ses facteurs.

Bibliographie

Texte de lois :

Déclaration du 26 août 1789 des droits de l'homme et du citoyen.

La Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée le 10 Décembre 1948 à Paris au Palais de Chaillot (résolution 217 A (III))

Loi N° 65.99 formant code du travail, Ministère de la justice et des libertés.

Code Pénal, Version consolidée en date du 15 septembre 2011, Ministère de la justice et des libertés.

Dahir n° 1-02-296 du 25 rejab 1423 (3 octobre 2002) portant promulgation de la loi n° 65-00 portant code de la couverture médicale de base.

Loi N° 65.99 formant code du travail, Ministère de la justice et des libertés.

Ouvrages

A. Boudahrain, Le droit de travail au Maroc, tome 1, 2005, Al MADARIS.

D. Lochak, les Droits de l'Homme, Collection Repères numéro 333, Juin 2018.

Articles

Éric MONNET, « La théorie des « capacités » d'Amartya Sen face au problème du relativisme », Tracés. Revue de Sciences humaines [En ligne], 12 | 2007, mis en ligne le 18 avril 2008, consulté le 11 septembre 2018.

Koubi Geneviève, « La pauvreté, comme violation des droits humains », *Revue internationale des sciences sociales*, 2004/2 (n° 180), p. 361-371. DOI : 10.3917/riss.180.0361.

Nelson Mandela , Discours d'investiture - 10 Mai 1994

Ordioni, Natacha. « Pauvreté et inégalités de droits en Afrique : une perspective genrée, *Mondes en développement*, vol. n° 129, no. 1, 2005, pp. 93-106.

Paterno, A., Gabrielli, G. & D'Addato, A. (2008). Travail des femmes, caractéristiques familiales et sociales : le cas du Maroc. *Cahiers québécois de démographie*, 37(2), 263–289. doi:10.7202/038133.

Tovar Élisabeth, « Mesurer la pauvreté : l'apport de l'approche par les capacités. L'exemple de l'aire urbaine parisienne en 2010 », *Informations sociales*, 2014/2 (n° 182), p. 40-48.

Rapports

Dynamiques de la pauvreté au Maroc, Haut-Commissariat au Plan, 2007.

Emploi et questions sociales dans le monde, tendances pour les femmes, aperçu global, OIT, Mars 2018.

L'Enquête Nationale sur la Consommation et les Dépenses des ménages 2013/2014, HCP
La Pauvreté au Maroc : Défis et opportunités, La Banque Mondiale, Avril 2018.

La question des inégalités sociales : Clés de compréhension, enjeux et réponses de politiques publiques, DEPF, Ministère de l'Economie et des Finances, Octobre 2018.

Pauvreté et prospérité partagée au Maroc du troisième millénaire, 2001 – 2014, Haut-Commissariat au Plan et la Banque Mondiale, Novembre 2017.